

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
D'AUSSAC-VADALLE**

**deliberation :
N° 2013_17_7**

L' an deux mille treize , le lundi 18 mars à 18 h 30, le Conseil dûment convoqué, s'est réuni en Seance ordinaire Salle du conseil, à , sous la présidence de Monsieur Gérard LIOT, Le Maire.

Nombre de conseillers en
exercice : 10

Date de convocation du Conseil : 12 Mars 2013

Présents : 8

Présents :

Votants : 8

Titulaires : Madame BIRONNEAU Marylène, Monsieur BRUNET Jacky, Madame COUSSAUD Béatrice, Madame GLEMAIN Martine, Madame GUILBAUD Marlyse, Monsieur LEGEAY Nicolas, Monsieur LIOT Gérard, Monsieur MONTASSIER Jean Pierre

**Objet : Demande de
subvention de DETR à
l'Etat pour les travaux de
la mairie et du restaurant
scolaire**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal, qu'il est nécessaire de demander une subvention au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R) à Madame la Préfète pour les travaux de restructuration de l'école, agrandissement et mise aux normes du restaurant scolaire et rénovation de la mairie à hauteur de 35 % du montant total 355 680,71 € HT soit 124 488,25 €uros. Cette délibération annule et remplace toutes les délibérations antérieures prises pour le même objet.

Le plan de financement s'établit comme suit:

Montant des dépenses :	355.680,71 € H.T.
(estimation restaurant avec variantes, école et honoraires architecte)	
Subvention Conseil Général espérée	78.625,00 €
Subvention Régionale espérée	50.000,00 €
Subvention exceptionnelle espérée	5.000,00 €
Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux	124.488,25 €
Commune (emprunts, fonds propres)	97.567,46 €

	355.680,71 € H.T.

Le conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à demander une subvention d'un montant de 124 488,25 €uros au titre de la DETR à Madame La Préfète;
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

Pour : 8 Contre : 0 Abstention : 0

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les mêmes ans, mois et jour que ci-dessus.
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme,

Le Maire,
Gérard LIOT

